

Urfalino Philippe, *L'invention de la politique culturelle*, Paris, Hachette Littératures, 2004, 424 p.

Benjamin Bélair

Volume 15, numéro 2, printemps 2005

Cultures ou mondialisation?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/801297ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/801297ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

1181-9227 (imprimé)

1920-2954 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bélair, B. (2005). Compte rendu de [Urfalino Philippe, *L'invention de la politique culturelle*, Paris, Hachette Littératures, 2004, 424 p.] *Horizons philosophiques*, 15(2), 133–134. <https://doi.org/10.7202/801297ar>

COMPTES RENDUS

Urfalino Philippe, *L'invention de la politique culturelle*, Paris, Hachette Littératures, 2004, 424 pages

Cet ouvrage est le fruit d'une enquête menée de 1989 à 1993 sur l'histoire des maisons de la culture en France pour le compte du département des études et de la prospective du ministère de la culture. L'objectif de l'auteur est de montrer comment la France a développé une politique de la culture à partir des maisons de la culture entre 1959 et le début des années 90. Dans ce contexte, il faut comprendre la notion de «politique culturelle» comme une mobilisation de ressources au nom de l'idée que l'État se fait de l'art. À l'opposé, le trait caractéristique des quinze dernières années est de dissoudre cette relation privilégiée entre l'art et l'État au profit de politiques ciblées sur les besoins des industries culturelles.

La première étape de l'analyse de l'auteur consiste à mesurer l'impact de la pensée d'André Malraux sur la création du ministère de la culture en 1959. L'auteur prend soin de préciser que l'apparition d'un ministère de la culture n'instaure pas nécessairement un nouveau rapport entre l'État et la culture. L'intérêt de l'action de Malraux est précisément d'avoir repensé cette relation. Pour ce dernier, l'art est un instrument de rassemblement au service de l'humanité. Cette ligne d'orientation idéologique lui permet de distinguer la mission du ministère de celle du ministère de l'éducation, du commissariat à la jeunesse et aux sports et de l'ancien secrétariat aux beaux-arts. Les maisons de la culture sont, dans ce contexte idéologique, conçues comme les cathédrales de la modernité. La conséquence pratique de cette politique va être l'apparition d'une activité artistique professionnelle subventionnée par l'État. La deuxième étape à laquelle nous convie l'auteur consiste à prendre acte du choc de mai 68 et de la chute du Général de Gaulle sur les politiques du ministère de la culture et plus précisément sur le rôle joué par les maisons de la culture. Le défi du ministère est à cette époque de repenser la mission des maisons pour répondre aux critiques de la gauche qui dénonce «l'hypocrisie idéologique» de la philosophie culturelle de Malraux et de la droite qui voit en ces maisons autant de repères de gauchistes. Derrière ces dénonciations partisans se cache pour le ministère un autre problème plus essentiel : trouver un équilibre entre sa mission de démocratisation de l'art et sa volonté de soutenir la création. De toutes les façons, les

maisons de la culture apparaissent désormais plus comme une source de problèmes que comme un instrument de réconciliation et de diffusion de la culture. Ainsi, à partir des années 70, elles feront face à une réorientation de leur mission. Certes, elles ne seront pas abandonnées, mais l'auteur montre très bien comment elles perdront graduellement leur rôle de fer de lance de l'activité culturelle de l'État.

La réflexion de l'auteur se clôt sur une courte étude traitant des effets de la généralisation des politiques culturelles municipales et de la conquête du pouvoir présidentiel par les socialistes sur le ministère de la culture. D'une part, à partir du début des années 80, le budget culturel des municipalités atteint celui du ministère. D'autre part, les socialistes, grands gagnants des élections de 81, ont donné à la culture une place primordiale au sein de l'action de l'État, ce qui a eu pour effet de doubler le financement du ministère. Dans ce contexte, il est tout naturel que la philosophie du ministère ait été repensée. La thèse de l'auteur est que la politique et la philosophie culturelle héritée de Malraux a peu à peu été abandonnée au profit de la mise en œuvre d'une pluralité d'actions et d'initiatives dont il est difficile de trouver le dénominateur commun ou le fil conducteur et ce, malgré les discours officiels du ministre Jack Lang.

Cet ouvrage est le fruit d'une véritable et minutieuse recherche. Le parcours historique auquel nous convie l'auteur est construit à partir d'un nombre impressionnant de documents administratifs, d'analyses de discours, d'enquêtes politiques et sociologiques et d'entrevues avec les principaux acteurs encore vivants ayant participé à l'action du ministère de la culture et des maisons de la culture. Cette grande richesse constitue aussi le principal défaut de l'ouvrage : on sent qu'il est le fruit d'une recherche très complexe dont l'auteur a essayé d'alléger les aspects les plus techniques pour les rendre accessibles au grand public. Malheureusement, plusieurs passages traitent encore de petits détails historiques dont le lecteur aura beaucoup de peine à tirer profit. Malgré tout, l'auteur a su trouver la plupart du temps un juste milieu entre l'analyse savante et la discussion de considérations plus larges. C'est un exemple que l'on souhaite plus souvent suivi et qui fait de *L'invention de la politique culturelle* un ouvrage à consulter pour quiconque s'intéresse aux politiques culturelles et qui surtout s'interroge sur les diverses manières de penser la place de la culture en ce début de siècle et de millénaire.

Benjamin Bélaïr
Doctorant en philosophie
Université de Montréal